

# Fin d'année en lycée pro

SUD éducation 93  
contact@sudeducation93.org  
sudeducation93.org

Saint Denis le 16 juin 2025

## UNE FIN D'ANNÉE DESTRUCTURÉE PAR LE MINISTÈRE : UN MÉPRIS DES JEUNES , DE LEURS PARENTS , DES ENSEIGNANTS

Elèves et personnels des lycées professionnels subissent une fin d'année scolaire 2025 déstructurée depuis le 12 mai, jour des premières épreuves du bac professionnel, six semaines plus tôt que d'habitude !

**La réforme Macron vient de supprimer 6 semaines de cours,  
le bilan est accablant :**

- Une **perte** de 180 heures de cours et de révisions.
- Une préparation **bâclée** car le ministère n'a pas allégé les contenus des programmes.
- Un enseignement disciplinaire déjà **diminué** par les réformes Blanquer puis Grandjean/Attal.
- Un **parachutage** d'une dernière épreuve le 26 juin, six semaines après la première épreuve.
- Les élèves choisissant de partir en stage **subissent une inégalité** par rapport aux élèves présents en cours avant la dernière épreuve du 26 juin.
- Un **absentéisme** notoire des élèves **démotivés** par la perte de sens des cours placés après les épreuves du mois de mai et par les résultats de Parcoursup déjà établis.
- Une **exploitation** des élèves stagiaires qui ont le niveau bac professionnel mais sont réduits à accepter une indemnité uniquement sur fonds publics de 100 € par semaine au lieu de 329 € net s'ils avaient été payés au SMIC horaire.
- Des enseignant-es mis devant le fait accompli de réformes sans discussion et soumis aux bricolages des établissements.

**Les jeunes des L.P. sont les citoyen.nes de demain, ils ont droit à des études de qualité comme les élèves des lycées généraux.**

Cette réforme de fin d'année de bac pro abîme un peu plus la formation sous statut scolaire dispensée dans les lycées professionnels. Cette casse de notre service public ne peut qu'inciter les jeunes à partir vers des école-entreprises qui les exploiteront plus qu'elles ne les forment.

**La santé mentale des élèves et des enseignant-e est impactée par ce mépris gouvernemental.**